

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT

CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS

AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

**J**

Communiqué de presse n° 66 (F)

26–28 septembre 2000

Déclaration de M. **EDUARDO LIZANO FAIT**,  
Gouverneur pour le **COSTA RICA**,  
à la séance de clôture



**Déclaration de M. Eduardo Lizano Fait,  
Gouverneur pour le Costa Rica,  
à la séance de clôture**

Au nom des pays d'Amérique latine et de mon propre pays, le Costa Rica, je tiens à vous exprimer ma sincère gratitude pour m'avoir nommé à la présidence des Conseils des gouverneurs de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international pour l'année à venir.

Je tiens aussi à remercier mon prédécesseur, M. Trevor Manuel, Ministre des finances de l'Afrique du Sud, pour la manière remarquable dont il s'est acquitté de son mandat. L'intérêt qu'il porte à tant de dossiers si divers est tout à fait exemplaire, de même que l'attachement qu'il a toujours montré à donner à chacun des pays membres l'occasion de s'exprimer. Je m'attacherai à suivre cet exemple.

Au nom des pays d'Amérique latine, je souhaite à mon tour la bienvenue au nouveau Directeur général du FMI, M. Horst Köhler, à qui j'exprime tout notre soutien et nos vœux sincères de succès. Nous sommes sensibles aux efforts qu'il déploie pour faire en sorte que les pays en développement prennent part à l'édification de la nouvelle architecture financière. Sa décision d'entreprendre une tournée dans nos pays presque aussitôt après avoir pris ses fonctions a été pour nous un signe particulièrement fort.

Au fil de l'année écoulée, l'Amérique latine a continué son redressement, après la crise qui avait frappé les pays à marché émergent en 1997, 1998 et 1999. Au terme de vigoureux programmes d'ajustement, les résultats économiques de la région se sont améliorés, sous l'effet principalement du dynamisme des exportations. L'inflation est resté en-dessous de la barre des 10 % et, d'après les estimations, le déficit extérieur courant de la région (rapporté au PIB) s'est quelque peu réduit en l'an 2000.

Depuis quelques années, la région a déployé des efforts considérables pour réduire la vulnérabilité de son secteur extérieur. Bien que la dépendance à l'égard des apports de capitaux extérieurs ait diminué, grâce surtout à une politique budgétaire plus ferme et à l'amélioration de la gestion de la dette, notre région restera demandeuse de concours extérieurs. Nos gouvernements savent que ces flux financiers sont volatils, ce qui explique pourquoi ils n'ont pas tardé à prendre les mesures concertées requises pour améliorer les fondamentaux économiques, essentiellement par le rééquilibrage des finances publiques, la prudence monétaire, l'amélioration du contrôle et de la réglementation du secteur financier et la libéralisation des échanges commerciaux.

Malgré ce redressement général, le développement économique de l'Amérique latine a été inégal. Certains pays ont été particulièrement éprouvés par la dégradation sensible des termes de l'échange, de même que par les fluctuations des taux de change des trois

principales monnaies mondiales et par des catastrophes naturelles. Ces événements ont dans bien des cas pesé négativement sur les comptes extérieurs et sur les marchés des changes, et fait empirer la pauvreté. Les pays ont été amenés de ce fait à entreprendre des mesures restrictives, alors même qu'ils s'efforçaient de maintenir la stabilité macroéconomique, ce qui a en définitive compromis leurs chances de réaliser une croissance plus forte permettant d'améliorer le sort des pauvres. Ces problèmes touchent essentiellement les pays à faible et très faible revenu, y compris les PPTE de la région.

C'est l'une des raisons pour lesquelles nous constatons avec inquiétude la lenteur des progrès dans la mobilisation du financement de l'initiative en faveur des PPTE, lenteur qui pourrait être la cause de retards dans l'allègement de la dette des pays qui ont fait le nécessaire pour bénéficier de cette assistance. Il est également préoccupant qu'aucune solution n'ait été trouvée à un défaut structurel de l'initiative en faveur des PPTE, à savoir le fait qu'elle impose à des pays pauvres, parfois eux-mêmes classés parmi les PPTE, de fournir un allègement de dette substantiel aux pays les plus pauvres. Cette question mérite à notre avis un examen on ne peut plus attentif de la part de la communauté internationale.

Les pays en développement, et pas seulement ceux de ma région, bénéficieraient grandement d'une plus large ouverture des marchés des pays industrialisés. M. Köhler et M. Wolfensohn ont tous deux insisté sur ce point dans leurs allocutions d'ouverture. Il est essentiel, dans ce domaine, de traduire les paroles en actes, ainsi que l'a demandé M. Manuel en ouvrant la séance plénière. Les efforts des pays pauvres pour mettre leur économie sur un sentier de croissance durable, dans un contexte d'inflation faible, ne pourront pas aboutir s'ils n'obtiennent pas de plus larges débouchés pour leurs produits. Dans le même temps, l'ouverture des marchés des pays industrialisés permettra aux pays pauvres de bénéficier des biens, des investissements et des transferts de technologie de l'étranger, et d'amorcer ainsi un cercle vertueux, illustration tangible de la manière dont la mondialisation peut être mise au service de tous, et non pas de quelques pays ou individus privilégiés.

L'esprit de coopération qui doit régner dans le monde serait aussi renforcé si les pays industrialisés acceptaient de réfléchir plus sérieusement aux conséquences de leurs actions pour les pays en développement, notamment de leurs actions en matière de change et de politique monétaire.

J'assume la présidence des Conseils des gouverneurs des institutions de Bretton Woods pour l'année à venir en sachant fort bien qu'il est indispensable de redoubler d'effort pour approfondir la coopération internationale. Si globalement les perspectives économiques sont encourageantes, il importe de ne jamais oublier que des risques et des incertitudes demeurent et que la complaisance n'est pas de mise. Je suis de ceux qui pensent que le FMI et la Banque ont une mission importante à assurer : veiller au bon fonctionnement du système financier international et améliorer la qualité de la vie des citoyens du monde en répondant mieux aux besoins des pays pauvres. La stratégie que MM. Köhler et Wolfensohn nous ont exposée ces derniers jours à Prague est agressive, certes, mais en

même temps cohérente et bien pensée, ce qui nous permet d’entrevoir une lueur au bout du tunnel. Je suis convaincu que nous deux institutions, animées par l’engagement personnel de leurs dirigeants, feront en sorte que les bienfaits de la mondialisation ne soient pas seulement plus largement partagés, mais soient ressentis par tous sur cette terre, en particulier par les plus pauvres d’entre nous.

Il reste encore beaucoup à faire. Permettez-moi de vous inviter tous à continuer de travailler ensemble pour forger un avenir meilleur. Je me réjouis à la perspective de présider à nos débats et à nos travaux, lors de notre prochaine Assemblée annuelle à Washington.